

L'agriculture face aux risques climatiques

	Page
AVIS adopté par le Conseil économique et social au cours de sa séance du 25 novembre 1998	1
I. CONSTATS	1
a. Le risque climatique dans le monde	1
b. Le risque climatique en France	1
c. Le risque climatique en Europe	1
d. Le risque climatique dans le monde	1
e. Le risque climatique dans le monde	1
f. Le risque climatique dans le monde	1
g. Le risque climatique dans le monde	1
h. Le risque climatique dans le monde	1
i. Le risque climatique dans le monde	1
j. Le risque climatique dans le monde	1
k. Le risque climatique dans le monde	1
l. Le risque climatique dans le monde	1
m. Le risque climatique dans le monde	1
n. Le risque climatique dans le monde	1
o. Le risque climatique dans le monde	1
p. Le risque climatique dans le monde	1
q. Le risque climatique dans le monde	1
r. Le risque climatique dans le monde	1
s. Le risque climatique dans le monde	1
t. Le risque climatique dans le monde	1
u. Le risque climatique dans le monde	1
v. Le risque climatique dans le monde	1
w. Le risque climatique dans le monde	1
x. Le risque climatique dans le monde	1
y. Le risque climatique dans le monde	1
z. Le risque climatique dans le monde	1

Type de saisine : Autosaisine

Type de texte : [Avis et Rapport](#)

Traité par : Section de l'Agriculture et de l'alimentation

Adopté le : 25/11/1998

Mandature : 1994-1999

Rapporteur :

Bouche Régis

[Télécharger le texte](#)

PRÉSENTATION

Créé en 1964, le dispositif français de protection contre les risques climatiques apparaît de moins en moins efficace, en raison de l'évolution de l'agriculture et alors même qu'à l'étranger se développent l'assurance récolte et des expérimentations d'assurance revenu. A l'approche de la réforme de la politique agricole commune et des négociations relatives à l'organisation mondiale du commerce, le Conseil économique et social propose des réponses adaptées aux nouvelles réalités agricoles.

Descripteur Eurovoc :

changement climatique, politique agricole commune, Organisation mondiale du commerce, assurance agricole, revenu de l'exploitant agricole, calamité agricole, législation, France, pays UE